

REPUBLIQUE FRANCAISE
DEPARTEMENT DE LA DROME
COMMUNE DE CLERIEUX

ARRETE N°123/2019
Pour le lancement de la procédure de modification n°2 du PLU
de la Commune de CLÉRIEUX

Le Maire,

VU le Code de l'Urbanisme et notamment ses articles L.153-36 à L.153-44 et R.153-20 ;

CONSIDERANT que le PLU approuvé le 08/08/2013 nécessite des évolutions afin :

- *D'adapter le règlement de la zone AUoi, qui est aujourd'hui aménagée ;*
- *De modifier le règlement des zones A et N afin d'intégrer les dispositions des Lois Macron, ALUR et ELAN et d'autre part de prendre en compte les besoins d'une entreprise artisanale implantée dans l'espace rural ;*
- *De rectifier une erreur matérielle ;*
- *De toiletter le règlement écrit afin de prendre en compte les nouvelles dispositions réglementaires ;*
- *De mettre à jour les emplacements réservés ;*

CONSIDERANT que les évolutions projetées n'entrent pas dans l'un des champs d'application prévus à l'article L.153-31 du code de l'urbanisme (changement des orientations définies par le projet d'aménagement et de développement durables ; réduction d'un espace boisé classé, d'une zone agricole ou d'une zone naturelle et forestière ; réduction d'une protection édictée en raison des risques de nuisance, de la qualité des sites, des paysages ou des milieux naturels, ou évolution de nature à induire de graves risques de nuisance ; Ouverture à l'urbanisation d'une zone AU de plus de 9 ans) ;

Que, par conséquent, le projet d'évolution du PLU peut suivre la procédure de modification de droit commun ;

ARRETE

ARTICLE 1 : Une procédure de **modification (n°2) de PLU de la Commune de CLÉRIEUX** est engagée.

ARTICLE 2 : Cette modification du PLU a pour objets :

- L'adaptation du règlement de la zone AUoi afin de l'intégrer en zone Ui et optimiser l'utilisation des terrains, entre autres ;
- L'intégration des dispositions des dernières Lois dans le règlement des zones A et N concernant l'évolution des habitations existantes et l'adaptation du règlement d'un secteur de taille et de capacité d'accueil limitées pour prendre en compte les besoins d'une activité économique implantée dans l'espace rural ;
- La rectification d'une erreur matérielle (suppression d'un EBC injustifié) ;

- Le toilettage du règlement écrit afin de prendre en compte les nouvelles dispositions réglementaires ;
- La mise à jour des emplacements réservés.

ARTICLE 3 : Conformément aux dispositions de l'article L.153-40 du Code de l'Urbanisme, le projet de modification du PLU sera notifié au Préfet et aux personnes publiques associées, ainsi qu'à la CDPENAF, pour avis avant l'ouverture de l'enquête publique.

ARTICLE 4 : Le projet de modification, l'exposé de ses motifs et, le cas échéant, les avis émis par les personnes publiques seront soumis à enquête publique réalisée conformément au chapitre III du titre II du livre Ier du Code de l'environnement, conformément à l'article L.153-41 du Code de l'Urbanisme.

ARTICLE 5 : Conformément aux articles R. 153-20 et R. 153-21 du Code de l'Urbanisme, le présent arrêté fera l'objet d'un affichage en Mairie durant un mois. Mention de cet affichage sera insérée en caractère apparent dans un journal diffusé dans le département.

Fait à Clérieux, le 4 juillet 2019

Le Maire

Fabrice LARUE

